

# Plaidoyer pour une croissance forte

Posté le : 14 décembre 2009 17:26 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique

Le Cercle des économistes e-toile s'est réuni en séance plénière pour fixer son attitude sur un sujet crucial : la croissance est-elle encore possible en Occident et particulièrement en Europe et en France. Les exigences écologiques nous entraînent-elles nécessairement dans une spirale de baisse de la valeur ajoutée et dans la régression économique ? Doit-on céder aux sirènes moralisatrices qui prêchent la pénitence et la fin du festin ? En un mot la croissance est-elle encore souhaitable et est-elle encore possible ?

La réponse a été unanimement OUI.

Voici pourquoi.

L'économie, par construction, est basée sur des ...économies. La croissance n'est possible que parce qu'une économie a été faite quelque part qui permet au système d'évoluer vers de nouvelles productions et consommations. Une économie en croissance est pratiquement toujours une économie qui trouve sa valeur ajoutée dans des modes innovants de produire et de consommer. En un mot, il n'y a pas de croissance sans productivité, c'est à dire sans diminution, à un stade où un autre, de la part de ressource détruite par rapport au besoin satisfait.

La croissance est le produit d'une énorme machine à trouver des économies. Les voitures consommaient 20 à 25 litres d'essence en 1930. Nous en sommes autour de 5 litres. On pourrait donner mille exemples de ce type dans tous les domaines, que ce soit la quantité de kérosène au kilomètre parcouru pour les avions, la quantité d'acier dans une voiture, le coût de vente d'un article ou de diffusion d'un message via Internet etc. Les gains sont souvent spectaculaires : le coût d'un message a diminué par exemple de près de 95%. De même pour le coût d'une transaction financière. La croissance économique n'est rien d'autres que l'ensemble des gains de productivité, résultant de notre capacité à détruire moins tout en ajoutant plus de valeur.

Appeler à l'économie dans l'économie, c'est formuler une tautologie. Tout l'effort des entrepreneurs et de leurs cadres est de trouver des ratios coûts/valeur ajoutée favorables. Les campagnes se sont vidées parce que la productivité agricole a incroyablement augmenté ce qui a permis de diversifier les productions et les consommations. La démocratisation du transport a été aussi le fruit de gains de productivité considérables.

Partout des milliers d'ingénieurs cherchent des solutions avantageuses qui permettront de créer de la valeur. Jamais il n'y a eu autant de produits inventés ou améliorés qui n'ont de clients que s'ils ont un meilleur rapport entre coûts et valeur ajoutée.

Les produits qui n'améliorent pas leur ratio productivité/valeur ajoutée diminuent ou disparaissent.

La grande vérité qui est ignorée par tous les philosophes, énarques, journalistes, politiciens ignares en économie, c'est que la croissance n'est JAMAIS le gonflement de l'existant. Des produits disparaissent pendant que d'autres apparaissent. Le contenu de la croissance est éminemment variable. On se satisfait d'autre chose d'une génération à une autre. Le PIB de 1909, n'a rien à voir avec celui de 1959, qui n'a rien à voir avec celui de 2009.

Si on considère un produit considéré, il n'est pas rare qu'on soit plus pauvre en ce produit que nos prédécesseurs, alors qu'il y a eu croissance globale. Par exemple le coût du travail a considérablement augmenté réduisant drastiquement le marché du personnel de maison. Là où une famille bourgeoise employait au milieu du XIXème siècle une nuée de serviteurs, un petit riche moderne se contente d'une fraction de journée de femme de ménage.

L'économie étant en permanente adaptation, la population passe son temps à réduire sa consommation de certains produits au profits de nouveaux qui le satisfont mieux. L'économie ne cesse de réduire la consommation de facteurs de production. Le nombre des faillites est là pour prouver que la lutte pour la survie n'est pas facile. Car justement le capitalisme a un aspect destructeur.

Mais la destruction a un bon motif : la substitution.

Si on prend à un instant donné la structure des coûts d'un niveau de production et qu'on prolonge les tendances dans la durée, on aboutit TOUJOURS sur une impossibilité. La mésaventure est arrivée aux petits maîtres du Club de Rome. Ils ont poursuivi des tendances et ne sont arrivés ...qu'à des sottises.

Comprendre que la croissance n'est pas l'augmentation indéfinie des mêmes productions mais une transformation, une métamorphose permanente, éviterait les pires contresens.

Dans les années 50 le saumon était un plat de fête réservé à une élite qui ne le consommait que dans des circonstances bien particulières, notamment les réveillons de fin d'année. Aujourd'hui c'est un plat de base de la consommation populaire. A l'inverse les crevettes étaient un plat extrêmement peu cher (à peu près le même prix qu'une entrée de radis dans un restaurant). Aujourd'hui manger des crevettes grises est un luxe.

Une des caractéristiques principales de l'évolution des produits est la part croissante de leur contenu psychologique. Le téléphone portable, Internet, ne satisfont pas des consommations physiques importantes. On consomme une information, une chaleur humaine, dont le coût unitaire a baissé de façon gigantesque. Le succès n'implique même plus de productivité décroissante.

Si un logiciel plait, il va s'imposer sur le marché avec un coût marginal presque nul par client nouveau. Un film coûte la même chose qu'il fasse 100.000 entrées ou 20 millions. Le rendement marginal du spectateur supplémentaire est considérable. Son coût marginal en facteurs de production ou de diffusion plafonne à niveau très bas.

Une vidéo qui va être vue par des millions d'internautes ne coûte pas plus qu'une vidéo sans aucun succès. Le temps passé à la regarder ne va pas être utilisé à autre chose. Il y aura donc des perdants : une partie de la valeur ajoutée en terme de plaisir et de satisfaction de l'internaute va être prise sur d'autres consommations qui vont baisser.

Actuellement personne n'est en mesure de dire si les effets de substitution de la croissance ont un impact positif ou négatif sur la planète. Personne ne s'est jamais enquis de faire un calcul sérieux de la propension marginale de l'économie à ruiner l'écologie de la planète. Pour une raison simple : c'est impossible.

Une ville comme Paris voyait sa population rechercher l'ouest pour se loger parce que les vents dominants venant de l'ouest, toutes les fumées de la villes allaient à l'est. Il n'y a pratiquement plus de fumées industrielles en ville aujourd'hui : la ville s'est rééquilibrée à l'est où le facteur terrain était moins cher pour une santé identique.

La valeur ajoutée est toujours d'essence psychologique. C'est l'arbitrage de millions de consommateurs qui font la valeur ajoutée. Le PIB n'existe pas en soi. Cet arbitrage dépend des prix, normalement le reflet du coût des facteurs de production.

Le coût de la nature va continuer à considérablement augmenter. La croissance future contiendra de moins en moins de ce facteur là. Mais elle continuera tant que les entrepreneurs trouveront des modes nouveaux de satisfaire des besoins, avec des consommations réduites de facteurs de production.

Au début des années 70 deux dossiers écologiques étaient particulièrement forts : d'énormes usines à pêcher étaient envoyées par les Japonais pour ratisser avec d'immenses chaluts l'incroyable richesse des fosses de l'ouest africain. En dix ans ils ont tout nettoyé. Le port d'Abidjan était un formidable spectacle de poissons de toute nature et de toute taille. C'est largement fini. Tout le monde savait le crime écologique qui était en cours. Tout le monde s'est tu, la corruption et le laxisme des lois maritimes internationales permettant tous les abus. La forêt amazonienne était en train d'être détruite. De nombreuses voix s'élevaient contre la destruction de la forêt primaire. Pendant quarante ans rien n'a été fait. La forêt de Bornéo offre le même spectacle.

Dans tous ces cas il s'agit de prédation politique. Des élites corrompues jusqu'à l'os se sont enrichies vite et bien sur le dos de trésors de la nature qui n'étaient absolument pas nécessaires à la croissance. La forêt amazonienne n'aurait pas été touchée, la croissance mondiale n'aurait pas changé d'une décimale.

Est-ce que le capitalisme est vierge de toute critique ? Certainement pas. Les entreprises ont à leur disposition mille manières d'organiser rentes de situation et monopoles. Il n'y a pas de dossier de start-up sans un chapitre sur les barrières à l'entrée permettant de protéger le marché des nouveaux produits envisagés. La banque, l'assurance, la téléphonie, offrent mille exemples de manipulations visant à se préserver de la concurrence et à tromper le client. Le consumérisme est un mouvement indispensable ; la législation anti trust également.

La recherche véritable de la satisfaction des utilisateurs passe nécessairement par un encadrement des pratiques permettant à la vérité des marchés de s'établir.

Mais il faut noter que les principaux pollueurs sont des secteurs entièrement financés ou presque par l'Etat. L'agriculture en donne un parfait exemple. Par démagogie on a dressé un système en trompe l'œil où les prix ne guident plus les productions et où la pollution fait partie du jeu. Qu'ont fait les autorités pour éviter qu'en Bretagne l'élevage intensif du porc ne pollue gravement les rivières et le littoral ? Ils ont subventionnés les éleveurs !

Les systèmes de production de type soviétique ont de tout temps été les plus polluants. L'indifférence aux facteurs de production a fait que l'on a tué des millions de personnes tout en saccageant la nature. Lorsque le communisme s'est effondré on s'est aperçu de l'ampleur du mensonge que l'Occident avait accepté de gober.

Le désastre écologique soviétique et plus généralement communiste n'a aucun rapport avec les pollutions du capitalisme.

Alors oui, le politique doit fixer le cadre et les objectifs. Il a certes le devoir de faire en sorte que tous les coûts soient correctement pris en compte.

Il doit le faire en évitant plusieurs écueils.

Le premier est la politique de gribouille : j'augmente les coûts de plusieurs magnitudes immédiatement parce que je sais que plus tard il est possible qu'ils coûtent plus chers en se raréfiant. Plonger dans la piscine toute de suite parce que la pluie menace n'est pas des plus intelligents. Les taxes sur l'essence n'ont exactement aucune fonction écologique. Elles ont été créées pour donner à l'Etat un maximum de ressources faciles. En multipliant par cinq fiscalement le coût du pétrole combien d'activités ont elles été bridées ou rendues impossibles ? Combien d'emplois perdus ? Ces chiffres là ne seront jamais publiés. Les manques à gagner ou à produire n'émeuvent jamais personne.

Le second est le privilège donné aux consommations collectives. Les biens collectifs ne sont pas pour la plupart tarifés à leur coût réel et ils sont considérés dans la comptabilité nationale du PIB non pas en fonction de la satisfaction apportée mais à leur coûts de fabrication. Dans bien des cas ce sont des consommations forcées ou des consommations tellement subventionnées qu'elles n'ont plus de sens. La prise en compte des coûts écologiques n'est pas automatique et peut être contournée.

Le troisième est l'intervention directe sur la consommation elle même. La stigmatisation des "blondes en 4x4" par Denis Baupin et sa clique à Paris est un bon exemple de ce qu'il ne faut pas faire. La liberté de consommer ce qu'on veut, quand on veut, est fondamentale dès lors qu'on l'obtient de façon licite. Si on entre dans la culpabilisation des comportements et des achats on n'en sort pas. Pendant le "grenelle" de l'environnement en septembre 2008, deux congressistes évoquaient leurs vacances à une terrasse d'un bistrot proche. "Moi disait l'une, cet hiver je vais en montagne dans un hôtel qui a un spa formidable : piscine extérieure chauffée à 30%, sauna, hammam. Pour la santé, c'est parfait". " Tu as raison disait l'autre, donne moi l'adresse, j'adore cela". Chauffer une piscine extérieure en montagne par moins 5 ou 6 degrés est bien agréable. Mais quel est le bilan carbone ? Que fait-on ? On interdit ? Bien sûr que non. Contingenter de façon malthusienne des consommations serait se lancer sur un terrible toboggan.

Le quatrième écueil est d'imposer des restrictions inutiles et sans quantum d'action sur les problèmes écologiques mondiaux. Le problème s'est posé exactement dans les mêmes termes lors des querelles sur le malthusianisme des naissances. Il est clair que la natalité était trop forte en Inde et en Asie, comme au Maghreb. De là à prendre des mesures malthusiennes...en France, qui souffrait déjà d'un déficit des naissances ! La guerre de 14 venant après des décennies de réduction volontaire des naissances a ruiné la France. Heureusement, il y a eu sursaut après la guerre. Malheureusement ce sursaut s'est partiellement enlisé à partir des années 70. La leçon des désastres de l'avant guerre commence à être oubliée. En Europe de nombreux pays sont menacés par le dépeuplement. La Russie, l'Allemagne, l'Italie ont des perspectives démographiques déplorables. Va-t-on commencer à s'en réjouir au nom de l'écologie et de la sauvegarde de la planète ?

Le cinquième écueil est la suite logique du précédent. L'homme risque de devenir l'ennemi d'une nouvelle religion. Maltraitons l'homme pour sauver la planète. Pénitence, restriction, culpabilisation commencent déjà à apparaître. Il y a quelques jours dans un media français les intervenants ne l'envoyaient pas dire : l'homme est un loup pour l'homme mais pire encore pour la planète. il va falloir le dompter, volens nolens.

Nous ne disons pas ici que les marchés s'équilibrent tout seuls en optimisant satisfaction et prédation écologique. Seuls les sots pensent qu'une économie totalement spontanée fonctionne sans difficulté. On n'en a aucun exemple historique. En revanche nous affirmons qu'il n'y a pas d'économie sans liberté, que la valeur apparait dans des processus d'échange libres, et que cet ajout de valeur peut se faire même en réduisant la prédation sur tel ou tel facteur de production sensible.

En un mot une croissance non prédatrice est possible. Indéfiniment. Il ne faut pas, au nom de la sauvegarde de la planète, détendre le ressort fondamental qui voit des millions d'hommes chercher les chemins du futur. Il faut investir. Il faut innover. Il faut supprimer les sources de gaspillages. Il faut réformer les systèmes qui ne marchent pas. Il est illusoire de croire que l'on pourra redistribuer les richesses pour résoudre les problèmes sociaux sans croissance. Une double redistribution entre pays riches et pays pauvres d'un coté et entre riches et pauvres de l'autres, est strictement impossible dans une ambiance de décroissance.

Il n'y a pas de décroissances heureuses. Le moteur de la croissance est forcément inégalitaire : la création de valeur ne se fait pas partout en même temps. Des disparités se créent sans cesse puis la richesse diffuse. Mais le moteur administratif de la décroissance sera encore plus inégalitaire,

chacun se crispant sur ses situations acquises et excluant gaiment tous les nouveaux entrants.

Nous n'avons aucune expérience des décroissances volontaires. Mais nous connaissons bien le mécanisme des décroissances involontaires. Ce ne sont pas les consommations qui baissent dans un premier temps mais les investissements. Les nouveaux entrants dans le circuit économique voient les portes se fermer devant leur nez, en même temps que les fragiles sont éliminés.

Toute décroissance planifiée génère des inégalités sociales d'autant plus épouvantables qu'elles sont sans remèdes. Lors d'une récession classique, le mécanisme s'enclenche mais on espère la reprise de la croissance. Il y a aura une solution. Mais si la récession est voulue ? Si les perspectives de chaque entreprise est une réduction de son activité ? On cherche désespérément des gains de productivité et on désinvestit. On licencie plus que la baisse de croissance décidée et on va accélérer les efforts de réduction de coûts et de productivité. Alors la décroissance s'accélère et provoque la destruction de la base sociale.

Oser proposer un tel désastre est incompréhensible et en dit long sur l'indigence économique des politiques et leur indifférence sociale au delà des slogans.

Une bonne politique écologique passe par une bonne politique économique de croissance, pas de décroissance. Eliminer les freins à la croissance, faire valoir les coûts externes réels non pris en compte, harmoniser les droits commerciaux aux frontières en fonction des efforts écologiques des uns et des autres, stimuler l'inventivité, rechercher la productivité, récompenser l'innovation utile et la création de valeur, empêcher les monopoles et les pratiques anti concurrentielles, réformer les sous systèmes qui fonctionnent mal, aider à la création d'un vivier d'entrepreneurs, stimuler l'investissement, éviter les décisions purement politiques catastrophiques pour l'environnement par démagogie ou corruption, voilà le rôle des dirigeants.

Casser les énergies, accabler l'homme du poids de son péché écologique originel, réduire la population dans les pays européens, faire décroître la satisfaction des besoins par des mesures administratives, attacher un boulet écologique à toutes les initiatives de progrès, tous ces comportements dont on voit se déchaîner actuellement les promoteurs au nom des petits oiseaux et de l'effet de serre, n'est pas seulement ridicule. C'est la voie du déclin, du malheur et de la servitude.

Si le déclin devient un objectif alors toutes les fautes, toutes les horreurs deviendront des bienfaits pour la planète. Staline a massacré 10 millions de Koulaks ? Il a bien fait : cela a préservé la planète. L'économie est totalement désorganisée par des mouvements sociaux alimentés par les pénuries. C'est formidable : pendant les désordres la terre s'est mieux portée.

Toutes les erreurs aboutissant à des reculs économiques seront sanctifiées : ne mènent-elles pas à une meilleure santé de la terre. On en viendra à considérer 20 millions de chômeurs comme une bénédiction pour la planète : au moins pendant qu'ils chôment ils ne polluent pas.

### **Cette voie est sans issue.**

Restons mobilisés. Faire constamment mieux et plus est indispensable. Tout en déformant nos consommations vers des produits et des processus plus économiques et moins agressifs pour la planète. C'est la vocation de la civilisation. On ne peut pas dire à un médecin : on va se satisfaire d'une décroissance médicale. Finis les produits nouveaux ; Adieu les progrès thérapeutiques ; Revenons à un niveau passé compatible avec la santé de la planète. On ne peut pas dire à une civilisation : arrête-toi ! On ne peut pas dire à une économie : décroît ! On ne peut pas dire à ses enfants : tu auras moins et on t'accablera de demandes de repentance et de sanctions si tu

entreprends quoi que ce soit.

L'humanité s'en tirera par l'économie, la créativité, le dynamisme. L'horloge du temps humain ne recule pas. Et on ne peut pas la retarder artificiellement.

Vive une croissance économique de moins en moins gourmande en ressources naturelles. C'est souhaitable. C'est possible.

Didier Dufau au nom de l'ensemble des membres du Cercle des économistes e-toile.

Article connexe : ["le devoir des économistes"](#) .